CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

Compte rendu analytique

DE LA RÉUNION PUBLIQUE DE COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE
DU

06 - 06 - 2000
matin

AGALEV-ECOLO	:	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CVP	:	<i>Christelijke Volkspartij</i>
FN	:	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	:	<i>Parti Réformateur libéral - Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement</i>
PS	:	<i>Parti socialiste</i>
PSC	:	<i>Parti social-chrétien</i>
SP	:	<i>Socialistische Partij</i>
VLAAMS BLOK	:	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	:	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	:	<i>Volksunie&ID21</i>

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 50 0000/000	:	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + het nummer en het volgnummer</i>
QRVA	:	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
HA	:	<i>Handelingen (Integraal Verslag)</i>
BV	:	<i>Beknopt Verslag</i>
PLEN	:	<i>Plenum</i>
COM	:	<i>Commissievergadering</i>

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 50 0000/000	:	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° et du n° consécutif</i>
QRVA	:	<i>Questions et Réponses écrites</i>
HA	:	<i>Annales (Compte Rendu Intégral)</i>
CRA	:	<i>Compte Rendu Analytique</i>
PLEN	:	<i>Séance plénière</i>
COM	:	<i>Réunion de commission</i>

Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Bestellingen :
Tel. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : alg.zaken@deKamer.be

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Commandes :
Tél. : 02/549 81 60
Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : aff.generales@laChambre.be

SOMMAIRE

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE – C 217

INTERPELLATIONS ET QUESTION

– Interpellation de Mme **Trees Pieters** au ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration sur la simplification administrative (n° 402)

Orateurs : **Trees Pieters** et **Luc Van den Bossche**, ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration

5

– Interpellation de M. **Jean-Pol Poncelet** et question de M. **Servais Verherstraeten** au ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration sur la consultation populaire relative au plan Copernic (n°s 410 et 2017)

Orateurs : **Jean-Pol Poncelet**, **Servais Verherstraeten** et **Luc Van den Bossche**, ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration

7

COMMISSION
DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

RÉUNION PUBLIQUE

MARDI 06 JUIN 2000

MATIN

PRÉSIDENTE :

M. Denis D'HONDT

La séance est ouverte à 9 h 52.

QUESTION ET INTERPELLATIONS

SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE

Interpellation de Mme Trees Pieters au ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration sur "l'absence de mesures de simplification administrative" (n° 402)

Mme **Trees Pieters** (CVP) : Des études ont montré que les nouveaux emplois sont essentiellement créés par les nouvelles entreprises, alors que la croissance nette des entreprises belges a baissé, passant de 2% en 1995 à 0,4% en 1998. J'estime, par conséquent, qu'il convient de prendre des mesures pour lever les obstacles auxquels sont confrontés les nouvelles entreprises.

Il y a huit procédures administratives à respecter pour qui envisage de créer une entreprise. Deux autres procédures viennent s'y ajouter lors du recrutement des premiers travailleurs. Nos voisins, notamment la France, estiment que la majeure partie des obligations doivent

être remplies par l'administration elle-même. Aux Pays-Bas, les études d'incidence ont été simplifiées, alors qu'en Grande-Bretagne, on se sert d'une étude d'incidence des entreprises. La loi-programme du 10 février 1998 relative aux PME instaure un cadre permettant d'opérer des simplifications administratives par le biais d'un guichet virtuel. Le gouvernement s'était engagé à réduire la charge de travail administratif de 10% en un an. Mais après un an, rien n'a changé pour les chefs d'entreprise individuels. Le commissaire du gouvernement et le service de simplification administrative travaillent chacun de leur côté. Aucune mesure ou procédure concrète n'a vu le jour. Le seul instrument de mesure dont on dispose est une étude de la FEB concernant l'année 1997, dont il ressort que les démarches administratives représentent 2,5% du PNB. Le projet relatif à la signature électronique attend depuis des mois d'être amendé par le gouvernement. Le numéro d'identification unique pour les entreprises n'existe toujours pas. Qu'en est-il de la création d'un instrument permettant de mesurer la charge de travail administratif ? Qu'en est-il du guichet virtuel ? Et qu'en

est-il de la fiche d'incidence administrative ? De quels instruments les administrations sont-elles dotées pour mettre en oeuvre ce processus de simplification ? La formation nécessaire a-t-elle été prévue pour permettre aux administrations d'arrêter une réglementation qui réponde au besoins des entreprises pour ce qui est de la diminution des formalités administratives ? Quand le gouvernement prendra-t-il des mesures concrètes perceptibles pour les PME ?

M. Luc Van den Bossche, ministre (*en néerlandais*) : Nous n'avons pas hérité d'instruments optimaux nous permettant de mettre en oeuvre la simplification administrative. Le matériel informatique existe mais l'environnement "clientserver" est pour ainsi dire totalement ignoré. Certains ministères ne parviennent même pas à communiquer entre eux. Tous ces éléments ne constituent pas un point de départ adéquat.

Ce gouvernement a fait de la simplification administrative une priorité. Le client doit occuper une position centrale. Néanmoins, la simplification administrative ne se limite pas à la suppression d'un certain nombre de formulaires. Il y a lieu de réorganiser la gestion. La structure des ressources humaines doit être modernisée et de nouvelles technologies ICT doivent être mises en oeuvre. Enfin, le fonctionnement des directions doit être amélioré. Tous ces changements ne peuvent pas s'opérer du jour au lendemain. Nous devons avoir une vision précise du défi à relever une solution rapide est impossible à envisager.

L'ouverture d'un guichet unique n'est bénéfique qu'à partir du moment où ce guichet est soutenu par une infrastructure. Je souhaite évidemment souligner le caractère urgent du dossier mais un système de sécurité est également nécessaire. En l'occurrence, le besoin de sécurité est plus important en Belgique qu'aux Etats-Unis par exemple. En outre, les différents niveaux de compétence des Régions et de l'Etat fédéral rendent la situation complexe. Je n'ouvrirai le portail que lorsque le "back up" sera complètement informatisé.

Par ailleurs, il faudra également adapter la loi sur la vie privée. Dans ce cadre, je ne comprends pas pourquoi le numéro national d'identification doit rester aussi confidentiel.

Le manager de l'ICT mène son étude. Des contacts ont été pris avec les Régions et les Communautés. Un site portail ne se crée pas en trois coups de cuiller à pot. Néanmoins, on peut envisager l'automatisation des déclarations de TVA, puisque c'est dans ce secteur que le processus d'informatisation est le plus avancé.

– *Présidence* : M. **Tony Smets**

On procède actuellement à un mesurage macro-économique des différentes tâches, notamment sur la base des données du Bureau du plan.

En 1999, un premier mesurage avait été effectué à partir de données de 1998. Désormais, il sera procédé à des mesurages annuels. C'est un instrument qui ne permet de mesurer que de façon comparative la charge pour les entreprises et non pas celle pour toute la collectivité.

Je compte mettre en oeuvre des évaluations ex-ante et ex-post, ce qui nous permettra de déterminer des objectifs précis qui serviront de fondement aux priorités à définir. L'ensemble de ces éléments constituera la base d'une évaluation ex-post.

A mon estime, la fiche d'incidence administrative ne reflète qu'un phénomène de mode et n'est, en l'espèce d'aucune utilité.

Je pense que le "processengineering" est un élément plus important que la formation des fonctionnaires. L'objectif de l'évaluation ex-ante est d'opérer un changement des cultures. La formation des fonctionnaires n'est qu'un élément complémentaire.

La simplification des procédures en matière de marchés publics est déjà en cours. Il faudra plus de temps pour également mener à bien la réforme portant sur les autres formalités administratives.

Mme Trees Pieters (CVP) : Il est évident qu'une telle réforme demande du temps. Certains efforts ont déjà été fournis, notamment par le recours aux possibilités offertes par internet. Il s'agit également de modifier une certaine culture de la fonction publique.

L'introduction d'une fiche d'incidence administrative aurait certainement eu des conséquences en ce qui concerne le plan Rosetta. Le ministre se dit partisan d'un guichet virtuel. Comment peut-on cependant mesurer la simplification administrative ou effectuer une comparaison internationale ?

L'informatisation des déclarations à la TVA entraînera évidemment une simplification.

Le ministre n'a pas abordé le problème des innombrables formalités administratives auxquelles sont confrontées les nouvelles entreprises.

Le gouvernement n'a encore pris aucune initiative en ce qui concerne la signature électronique. Qu'en est-il dans ce cadre ?

J'espère enfin que l'on fera preuve d'un peu plus de souplesse en ce qui concerne le numéro d'identification unique.

M. Luc Van den Bossche, ministre (*en néerlandais*) : Je vais m'informer de la situation en ce qui concerne le guichet unique.

La fiche d'incidence administrative n'est pas sans avoir des effets sur nos efforts visant à garantir une équité maximale. Il convient parfois de choisir entre efficacité et équité.

La mesure de l'incidence administrative a été effectuée par l'OCDE et transposée par le Bureau du plan. Nous nous situons sur ce plan au niveau de la France et de la Grande-Bretagne.

La poursuite de la simplification administrative est évidemment très importante pour l'économie. Un réseau interne offre déjà un grand nombre de possibilités. Il faut bien évidemment aussi tenir compte du fait que de nombreuses personnes n'ont encore aucune connaissance dans le domaine informatique. Le Parlement doit également consacrer un débat approfondi aux limites du droit à la vie privée. L'introduction de la carte SIS a ainsi été acceptée sans trop de problèmes.

Le contrôle sur le travail est très simple à réaliser. Une combinaison de deux banques de données nous permet de tout savoir. D'un point de vue technique, il est également possible de combiner les banques de données des contributions directes et des contributions indirectes. La question est de savoir si cela est souhaitable.

Mme Trees Pieters (CVP) : Les résultats sont très lents à se dessiner. C'est la raison pour laquelle je me propose de déposer une motion de recommandation demandant d'accélérer le processus afin que le délai de quatre ans soit respecté.

Le **président** : J'ai reçu deux motions.

Une motion de recommandation, signée par Mme Trees Pieters (CVP), est libellée comme suit :

"La Chambre,

ayant entendu l'interpellation de Mme Trees Pieters

et la réponse du ministre,

– réclame une accélération de la simplification administrative ;

– préconise l'élaboration d'un instrument de mesure ;

– demande que des progrès concrets soient réalisés avant octobre 2000."

Une motion pure et simple a été signée par MM. Charles Janssens (PS) et Denis D'Hondt (PRL FDF MCC).

Ces motions seront ultérieurement mises aux voix en séance plénière de la Chambre.

La discussion est close.

CONSULTATION POPULAIRE RELATIVE AU PLAN COPERNIC

– *Interpellation de M. Jean-Pol Poncelet au premier ministre sur "la consultation populaire relative au plan Copernic sur la réforme de l'Administration adoptée par le gouvernement" (n° 410)*

– *Question de M. Servais Verherstraeten au ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration sur "l'adjudication pour l'enquête publique" (n° 2017)*

M. Jean-Pol Poncelet (PSC) : Copernic était un chanoine polonais qui a eu la prudence et la modestie d'attendre la fin de sa vie pour publier ses travaux, sans doute par crainte de l'Inquisition. Parler d'héliocentrisme au lieu de géocentrisme était, en effet, révolutionnaire.

Connaissant la modestie du gouvernement, je m'étonne qu'il ait donné le nom de Copernic à son plan !

M. Luc Van den Bossche, ministre (*en français*) : Ce nom a été donné à ce plan par un journaliste du *Standaard*, M. J. Tegenbosch !

M. Jean-Pol Poncelet (PSC) : Il ressort des travaux de la commission parlementaire de Renouveau politique que la consultation populaire est incompatible avec notre régime constitutionnel.

Pour éviter que la consultation que le gouvernement a décidé d'organiser sur le plan Copernic puisse être taxée d'inconstitutionnalité, vous avez affirmé qu'il ne s'agissait que d'une simple enquête publique.

Tous les constitutionnalistes s'accordent pour dire qu'il s'agit bien d'une consultation populaire. Nous voilà donc en pleine inconstitutionnalité.

En procédant ainsi, vous rendez un très mauvais service à la démocratie directe.

Si elle n'est pas bien organisée, la démocratie directe risque de déboucher sur un plébiscite.

Dans tous les pays démocratiques qui ont recours à la démocratie directe, des garde-fous sont mis en place pour éviter ce piège.

Que constate-t-on en Belgique ? Tout d'abord, la consultation a lieu à l'initiative du gouvernement, ce qui constitue un indice que cette consultation cache un plébiscite. Ensuite, la formulation des questions induit des réponses favorables au plan concocté par le gouvernement. De plus, seul le point de vue du gouvernement sera repris dans la brochure adressée au citoyen.

En outre, le délai qui sépare la décision de procéder à cette consultation populaire de l'envoi du premier formulaire par les citoyens, soit moins d'un mois, empêche l'opposition, les syndicats et les associations de défendre une autre vision de la réforme de l'Administration que celle proposée par le gouvernement.

L'organisation de cette consultation populaire à moins de quatre mois des élections communales et provinciales démontre que l'on a affaire à un plébiscite. Alors que, dans tous les États démocratiques, la démocratie directe est exclue dans l'année précédant des élections qui concernent le même corps électoral que celui qui est consulté, vous organisez votre consultation populaire presque à la veille des élections communales et provinciales, afin de donner l'impression que le gouvernement travaille et que, dans son travail, il prend en compte l'avis des citoyens.

Le gouvernement se livre ainsi, de manière cynique, à une injustifiable manipulation de l'opinion publique. Vous avez même semblé en convenir, Monsieur le ministre, puisqu'en commission du Sénat, vous avez précisé n'avoir pas attendu cette consultation pour prendre des décisions, affirmant que vous n'aviez pas de doute quant au résultat de la consultation.

Si les décisions sont prises, si le résultat de la consultation est connu, pourquoi consacrer plus de 80 millions à l'organisation de celle-ci, si ce n'est pour manipuler l'opinion publique à la veille des élections ? Poser la question, c'est y répondre.

Enfin, aucune information précise n'a été diffusée quant au dépouillement de cette consultation populaire. Quelle garantie les citoyens ont-ils que le dépouillement se fera de manière objective ? Alors que ces garanties sont mises en place pour les élections, on ne trouve ici aucune trace d'une quelconque garantie d'objectivité.

Le PSC estime, dès lors, qu'il est indispensable de clarifier la situation au plan juridique. C'est pourquoi il entend faire vérifier si le gouvernement n'est pas sorti de l'État de droit en organisant sa consultation populaire.

Dès lors qu'aucune disposition constitutionnelle n'organise la consultation populaire et que le Parlement n'a pas été saisi d'un projet de loi visant à organiser une consultation populaire inconstitutionnelle, je souhaiterais savoir quel est l'instrument juridique qui définit les modalités du plébiscite organisé par le gouvernement et les questions qui seront soumises à la population.

Je souhaite également savoir quels sont les recours qui sont organisés pour contester cet acte juridique.

Je souhaiterais, enfin, que le gouvernement justifie, au regard de la loi sur les Marchés Publics, l'octroi du Marché de la Consultation populaire, pour un montant de 80 millions à La Poste, sans appel à la concurrence, ni belge, ni européenne.

M. Servais Verherstraeten (CVP) : Entre le 8 et le 30 juin, le gouvernement fédéral organisera une consultation populaire à propos de la modernisation de la fonction publique. Les documents renvoyés seront dépouillés et interprétés par un bureau externe, désigné après adjudication.

Pouvez-vous communiquer une évaluation du coût de cette adjudication ?

Les activités mises en oeuvre par le bureau sélectionné seront-elles soumises à un contrôle externe ?

Comment évitera-t-on les abus ?

Quel calendrier le ministre prévoit-il pour cette procédure d'adjudication ?

Comment cette adjudication sera-t-elle organisée ?

Quand le marché sera-t-il attribué ?

M. Luc Van den Bossche, ministre (*en français*), au nom de **M. Guy Verhofstadt,** premier ministre : Comme je vous l'ai dit, c'est un journaliste qui a baptisé ce plan de "Plan Copernic."

Il est admis par la doctrine et la jurisprudence que le Roi détermine la création et l'organisation des services d'administration générale et la position juridique du personnel qui y est occupé.

Plus concrètement, dans le cadre de la réalisation des projets de réforme et de modernisation de l'administration publique, le gouvernement a jugé utile d'établir, en la matière, un contact direct avec la population. L'objectif de ce contact est, avant tout, de donner à la population une information active sur les options politiques du gouvernement en matière de réforme de la fonction

publique et, par la même occasion, de sonder ses réactions à ce sujet.

Le gouvernement offre également la possibilité de réagir à ces projets. En effet, c'est en premier lieu le citoyen qui est, chaque jour, confronté au bon (ou mauvais) fonctionnement des services publics. Dans ce sens, il n'est pas seulement le premier intéressé, il est également un client-expert qu'il est intéressant d'interroger dans ce cadre. Le résultat de cette consultation volontaire sera pris en compte dans la prise de décision. Ce résultat n'a qu'une valeur politique, ni plus ni moins, seule valeur qu'il peut d'ailleurs avoir. Quoi qu'il en soit, des effets juridiques ne peuvent, en aucun cas, y être liés.

Aussi, la question plus spécifique qui vise à savoir quels sont les recours organisés pour contester cet "acte juridique" est-elle des plus remarquables. On comprend mal, en effet, comment on pourrait trouver des griefs à cette consultation volontaire. Elle est volontaire tant du point de vue du gouvernement, dans le cadre de l'exercice de ses prérogatives en tant que pouvoir exécutif, que du point de vue du citoyen, qui est libre d'y participer ou non.

Quoi qu'il en soit, dans un État de droit démocratique tel que la Belgique, tout acte administratif est soumis à un contrôle judiciaire. Le sujet de droit peut donc, s'il le désire, faire appel aux recours juridictionnels habituellement mis à sa disposition pour contester les actes posés par les pouvoirs publics.

Si quelqu'un voulait attaquer cet acte par la voie d'une action directe, c'est au juge qu'il appartiendrait de qualifier l'acte en droit et de juger si un recours recevable peut être introduit contre cet acte. En outre, cette publicité n'est pas uniquement destinée à la population. En effet, durant toute la réforme, les ministres, parlementaires, sénateurs, fonctionnaires dirigeants, témoins externes privilégiés issus notamment du monde académique, ainsi que les membres du personnel et leurs organisations représentatives seront impliqués dans le processus.

Enfin, la soumission à la législation sur les marchés publics de l'attribution du marché à La Poste n'était pas nécessaire eu égard aux missions attribuées à La Poste.

L'article 141 de la loi du 21 mars 1991 sur les E.P.A. dispose que "La Poste est chargée des missions de services publics suivantes sur l'ensemble du territoire du Royaume : A. la totalité du service postal universel ; [...]". Ce service postal universel comprend les prestations de levée, de tri, de transport et de distribution des envois postaux.

Le contrat de gestion précise les modalités d'exécution des missions dévolues à La Poste. Il définit les différents types de tâches attribuées à La Poste. Parmi celles-ci, il vise les tâches de service public réservées lesquelles sont des tâches de service public confiés exclusivement à La Poste [...].

Dans le cas d'espèce, La Poste est donc la seule entreprise habilitée à jouer le rôle d'intermédiaire entre l'État et chaque citoyen âgé de plus de 16 ans. (*Poursuivant en néerlandais*)

Le coût du traitement des réponses dépendra de la quantité des formulaires renvoyés. La procédure d'adjudication étant toujours en cours, le prix par unité pour le traitement des questionnaires renvoyés par les citoyens ne peut être déterminé pour l'instant.

À la demande du gouvernement, le Service fédéral d'information a été chargé de la sélection d'une société spécialisée dans le traitement de questionnaires. Ce marché est traité par le SFI-FVD comme un marché de sondage d'opinion ouvert aux entreprises spécialisées dans la collecte et le traitement de données du type "sondage d'opinion et étude de marché". Il sera attribué après un appel d'offre restreint, ayant fait l'objet d'une publicité au moment de son lancement.

Au stade actuel, il n'est pas prévu de contrôle.

La cahier spécial des charges et le contrat qui doit être conclu entre le SFI et la société choisie énoncent des conditions strictes en ce qui concerne la fiabilité, la collecte des données et la publicité.

L'appel d'offres a été publié au *Bulletin des adjudications du Moniteur belge* du 12 mai 2000.

Le cahier spécial des charges a été transmis, le 26 mai 2000, aux firmes présélectionnées. La date limite pour le dépôt des offres a été fixée expressément au 6 juin 2000, à 10 heures.

Le marché sera attribué après cette date, à l'issue d'un examen des offres sur la base des critères d'attribution.

M. Jean-Pol Poncelet (PSC) : J'ai mis l'accent sur le caractère inconstitutionnel de cette consultation. Je reste sur ma faim car il n'y a pas de recours possible au Conseil d'État.

Vous n'avez pas répondu quant à l'aspect politique de la question, la consultation intervenant quelques mois avant les élections communales. On aurait pu poser des questions qui préoccupent davantage le citoyen.

Quant au dépouillement, vous ne répondez pas à ma question. Comme vous dites que vous entamerez la réforme avant d'avoir les résultats de cette consultation, à quoi sert-elle ?

M. Luc Van den Bossche, ministre (*en français*) : Il y a deux parties dans ce processus.

D'abord la technicité, qui n'intéressera pas tellement le citoyen. Ensuite, les résultats. Là, le citoyen est plus intéressé.

On ne s'est pas posé de questions sur la technicité ni sur la science du management. Les résultats qu'on obtiendra seront des résultats politiques. Il est possible que cela induise des modifications au niveau technique.

Il s'agit seulement d'intensifier ceci ou cela. On ne va pas rediscuter de la technicité du management. Si on pose des questions trop compliquées, le citoyen risque de ne pas comprendre. On ne pose des questions qu'en ce qui concerne les attentes du citoyen.

L'informatique nous permettra de faire de nouvelles expériences dans l'avenir.

Je viens de lire un petit livre philosophique paru aux États-Unis. Il est de plus en plus facile d'interroger le citoyen de manière interactive. Il s'agit ici d'un premier pas, d'une première expérience.

Les découvertes en informatique peuvent être comparées à la révolution de l'imprimerie.

Dans l'avenir, le dépouillement se fera autrement, c'est certain. Cette enquête n'aura qu'une valeur politique et non une valeur scientifique.

Ni le premier ministre ni moi ne sommes candidats aux élections communales ; je ne comprends donc pas vos inquiétudes.

M. Servais Verherstraeten (CVP) : Au fond, le ministre Van den Bossche est un avocat très habile : il défend avec un grand pouvoir de conviction une cause à laquelle il ne croit absolument pas lui-même.

La consultation populaire qui est sur le point d'être organisée est complètement absurde. Quoi que puisse prétendre le ministre, son objectif est purement politicien.

M. Luc Van den Bossche, ministre (*en néerlandais*) : La commission chargée du contrôle des dépenses électo-
rales n'a fait aucune observation.

M. Servais Verherstraeten (CVP) : Parce que la note gouvernementale a été habilement rédigée.

Je continue de m'interroger également sur les frais de distribution des formulaires : à l'évidence, le gouvernement n'en a pas la moindre idée. C'est dû au fait qu'il n'a pas voulu procéder à une adjudication mais suivre au contraire une procédure de passation sous seing privé. Je maintiens que cette consultation indiffère complètement la population. Ce que les gens veulent, c'est une meilleure administration au quotidien.

M. Luc Van den Bossche, ministre (*en néerlandais*) : L'appel d'offres concerné était en tout point conforme à la réglementation en vigueur.

Le président : Deux motions ont été déposées. La première est une motion de recommandation signée par MM. Jean-Pol Poncelet (PSC) et Servais Verherstraeten (CVP). Elle est libellée comme suit :

"La Chambre

ayant entendu l'interpellation de M. J.-P. Poncelet au Premier ministre sur "la consultation populaire relative au plan Copernic sur la réforme de l'Administration adoptée par le gouvernement et la réponse donnée par le ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'administration

– suggère, en reconnaissance de l'apport révolutionnaire de Copernic à la conception du monde, que le gouvernement et les médias renoncent à cette référence totalement injustifiée au savant polonais ;"

– déplore la manière dont le gouvernement, en dehors de toute base constitutionnelle, légale et réglementaire, organise une consultation populaire qui revêt toutes les formes d'un plébiscite ;

– regrette que cette procédure empêche les partis d'opposition et les associations concernées de proposer et de défendre une autre vision de la réforme de l'administration que celle proposée par le gouvernement.

La seconde est une motion pure et simple signée par MM. Charles Janssens (PS) et Denis D'Hondt (PRL FDF MCC) et Mme Kristien Grauwels (Agalev-Écolo).

Les votes sur ces motions auront lieu au cours d'une séance plénière ultérieure de la Chambre.

La discussion est close.

– La réunion publique est levée à 11 h 05.